

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-141

DU 23 MARS 2022

CONVENTION DE MANDAT ET ACCORD DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU PIA -PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR-

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le visa relatif au règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et modifié par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018 publié au JOUE L313 du 10 décembre 2018 et par le règlement 2020/1474 du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission européenne du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et notamment l'article 114 habilitant expressément la CDC à manier les fonds de la Région dans le cadre de cette action ;

VU le décret n°2019-1199 du 20 novembre 2019 relatif à l'encadrement du maniement des fonds publics par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre de ses missions de mandataire exercées pour le compte de personnes publiques ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 portant adoption de la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant approbation de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 portant mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant approbation de l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant approbation des délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 portant approbation de la révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant approbation de la prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération N°CP 2021-348 du 22 septembre 2021 portant prolongation du SRESRI

VU la délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021 adoptant le programme d'investissement d'avenir PIA 4, la convention régionale et les conventions financières de partenariat,

VU l'accord-cadre relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du PIA 4 signé en date du 13 janvier 2021 entre l'Etat et l'Association des Régions de France ;

VU la convention du 13 août 2021 entre l'Etat, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action «Aides à l'innovation "Bottom-up"», volet «PIA régionalisé») ;

VU la Décision du Premier ministre n°2021-REG-01, du 2 décembre 2021 validant la dotation de l'Etat et la ventilation entre les axes de l'action ;

VU le courrier du Premier ministre, du 13 décembre 2021 autorisant la répartition entre les différents axes du PIA 4 de la dotation restée libre d'emploi du PIA 3 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2022-141 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Convention financière régionale « programme d'investissements d'avenir (PIA 4) – Axe « projets d'ingénierie et de formation professionnelle IFP ».

Approuve la convention financière du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA4) régionalisé Action « Aides à l'innovation bottom-up »- axe «projets d'ingénierie et de formation professionnelle IFP en Région Île-de-France» avec la Caisse des Dépôts, jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 : Affectation pour la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC)

Décide le versement d'une somme de **1 030 000 €** à la Caisse des Dépôts dans le cadre du PIA régionalisé Volet IFP.

Affecte une autorisation de programme de **1 000 000 €**, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 «Orientation et formations supérieures», action 12300901 «Orientation et formations supérieures» du budget 2022.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **30 000 €** en vue de la prise en charge des frais de gestion liés au dispositif PIA 4 Île-de-France prélevée sur le Chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 23 «Enseignement supérieur», programme HP 23-009 «Orientation et formations supérieures », action 12300903 «Orientation et formations supérieures» du budget 2022.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention de mandat jointe en annexe 1 à la présente délibération.

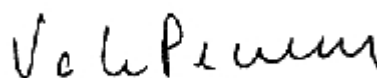
Article 3 : Approbation de l'appel à projet Ingénierie de formation professionnelle IFP

Approuve le texte de l'appel à projet joint en annexe 2.

Article 4 : Accord de partenariat « académie du numérique » entre ATOS et la Région Ile-de-France

Approuve l'Accord de partenariat « académie du numérique » entre ATOS et la Région Ile-de-France jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-Imc1143218-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention de Mandat PIA4

CONVENTION DE MANDAT
« PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR – PIA 4 »
Action « Aides à l'innovation Bottom-up »
Axe « Projets de Formation professionnelle »
en REGION Île-de-France

Entre :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 2022-141, en date du 23 mars 2022

ci-après dénommée la « Région Île-de-France » ou « Région »

D'une part,

Et

La Caisse des dépôts, établissement public spécial créé par la loi du 28 avril 1816 et régi par les articles L.518-2 à L. 518-24 du Code monétaire et Financier, représentée par son Directeur régional Ile-de-France, Monsieur Richard Curnier, agissant en vertu d'un arrêté portant délégation de signature du Directeur général en date du 11 janvier 2022

Ci-après dénommée « Caisse des dépôts » ou « Opérateur »

ci-après dénommées chacune individuellement « la Partie » et collectivement ou « les Parties ».

Vu l'article L.1611-7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 114 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ;

Vu le Décret n°2019-1199 du 20 novembre 2019 relatif à l'encadrement du maniement des fonds publics par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre de ses missions de mandataire exercées pour le compte de personnes publiques ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'Etat, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la convention régionale du 15 novembre 2021 entre l'Etat, la Région Île-de-France, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au volet « PIA régionalisé », dite la « Convention régionale » ;

Vu la Décision du Premier ministre n°2021-REG-01, du 2 décembre 2021 validant la dotation de l'Etat et la ventilation entre les axes de l'action

Vu le courrier du Premier ministre, du 13 décembre 2021 autorisant la répartition entre les différents axes du PIA 4 de la dotation restée libre d'emploi du PIA 3

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional du 23 mars 2022 n° CP 2022 -141 approuvant la présente convention de mandat.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, prévoit une dotation de 500 M€, pour le volet régionalisé de l'action « Aides à l'innovation Bottom-up » du quatrième programme d'investissements d'avenir (ci-après «PIA régionalisé») qui porte une large gamme d'outils de financement de l'innovation. Le soutien apporté dans le cadre de cette action vise les entreprises innovantes et les porteurs de projet innovant qui, individuellement ou dans le cadre de programmes collaboratifs, ont besoin d'accéder à des sources de financement pour couvrir le risque inhérent à leurs projets de R&D, d'innovation ou d'ingénierie de formation.

Ce volet « PIA régionalisé » permet à chaque région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison d'actions susceptibles d'être orientées en fonction de priorités régionales. Pour ce faire, la Région apporte son soutien, à parité avec l'État, aux partenaires régionaux engagés dans cette action, afin de favoriser leur croissance et leur compétitivité.

Le PIA régionalisé comporte quatre axes d'intervention pour lesquels une approche commune entre l'Etat et les Régions paraît particulièrement pertinente. La Caisse des dépôts a été désignée opérateur pour le quatrième axe « Projets de formation professionnelle ». Cet axe a été doté d'une enveloppe globale prévisionnelle Etat Région de 21 600 000 euros pour toute la durée du PIA 2021-2025.

La Convention Régionale prévoit les conditions dans lesquelles cette action sera mise en œuvre. Elle confie notamment à la Caisse des dépôts la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région Île-de-France) sur cet axe.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention de mandat et ses annexes (ci-après « la Convention ») a pour objet de définir les modalités de mobilisation et de gestion des ressources régionales dédiées à l'action «Aides à l'innovation bottom-up», volet régionalisé, axe « Projets de formation professionnelle » du PIA 4 régionalisé, ci-après dénommée l'« Action régionale ».

Par la présente et au regard de son rôle d'Opérateur PIA, la Caisse des dépôts est désignée comme mandataire de la gestion des ressources régionales.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'ACTION RÉGIONALE

Les cibles, les modalités d'intervention et de sélection des projets financés dans le cadre de l'Action régionale sont fixées par la Convention Régionale, annexée à la présente Convention et précisées par l'appel à projets qui sera publié.

En cohérence et complémentarité avec les dispositifs régionaux et nationaux existants, l'Action régionale est destinée à répondre directement et de façon efficace, à un besoin exprimé par les entreprises, d'une ou de plusieurs filières par une ingénierie de formation, par le développement d'outils et d'équipements (pédagogiques, méthodologiques, numériques, ...) mais aussi par un accompagnement innovant.

Les projets soutenus :

- Ont principalement pour objet la création de nouvelles offres de formation ou d'accompagnement, mais aussi les évolutions significatives apportées à des offres de formation existantes, l'élaboration d'outils innovants dans la délivrance de formation et dans l'accompagnement des entreprises, tout particulièrement des plus petites d'entre elles, pour y recourir. Ces outils permettent de rendre plus efficace la gestion des ressources humaines, et/ou aident à sécuriser les parcours professionnels ;
- Présentent une assiette de dépenses éligibles supérieure à 400 K€, constituée au minimum de 25% de dépenses immobilisables (investissement) ;
- Sollicitent un montant d'aides maximal de 2 M€ ;
- S'inscrivent dans les priorités exprimées dans le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation (SRESRI), dans le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;
- Présentent en outre un ancrage territorial ;
- Sont portés par des consortiums associant organismes d'enseignement supérieur publics ou privés, organismes de formation ou d'accompagnement et employeurs. Les organisations professionnelles, les opérateurs de compétences (OPCO) et les collectivités territoriales (autres que les Régions), peuvent également participer en co-financiers du projet.

L'opérateur accorde les aides prévues par la présente convention dans le respect des articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relatifs aux aides d'Etat et de la réglementation qui en découle. Dans ce cadre, et selon la réglementation applicable, l'opérateur :

- Rédige et transmet à la Commission européenne via le secrétariat général des affaires européennes un rapport annuel sur les aides octroyées ;
- Veille au respect des règles de publication des aides dépassant les seuils fixés par la réglementation.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION FINANCIERE ET MODALITES DE GESTION DES FONDS DE LA REGION

Pour la mise en œuvre de l'Action régionale, conformément à l'article 2 de la Convention Régionale du 15 novembre 2021, la Région contribue financièrement, sur ses crédits propres, à parité du montant apporté par l'Etat au dispositif dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir.

3.1 Dotation régionale

La dotation régionale, conformément à l'article 2 de la convention quadripartite, est une dotation d'investissement.

Le Conseil Régional effectue des versements annuels sur la base des autorisations budgétaires validées par la Commission Permanente. Les autorisations budgétaires complémentaires en 2022 et les années suivantes relatives à l'Action régionale seront annexées à la présente convention.

Les premières dotations pour 2022 de la Région sont fixées à la somme de **1 030 000 euros** selon la répartition suivante :

- 1 000 000 euros d'intervention en subventions ;
- 30 000 euros de frais de gestion.

Pour chacune des natures d'intervention (interventions en subventions et frais de gestion), les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- **Interventions en subventions :**


- une avance de 500 000 euros (50%) dès la signature de la Convention Régionale Quadripartite et de la présente convention de mandat sur présentation d'un appel de fonds dûment signé par le représentant de la Caisse des dépôts et consignations accompagné d'un RIB et d'un plan de trésorerie ;
- une reconstitution de l'avance à hauteur de 500 000 euros (solde de la dotation régionale), sur appel de fonds dûment signé par le représentant de la Caisse des dépôts et consignations dès qu'il sera constaté la consommation des subventions à hauteur de 80% de l'avance et sur production d'un état récapitulatif qui détaillera les bénéficiaires des subventions accordées, les montants accordés et les dates de consommation. Ce document devra être signé, par le représentant de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce deuxième versement devra impérativement être sollicité dans la limite de 4 ans à compter de la date de la première demande d'avance.

- **Frais de gestion :**

Les frais exposés par l'Opérateur pour la gestion de l'Action régionale sont limités à un objectif de 3% des sommes allouées à l'intervention en subvention, soit 30 000€ maximum pour la première dotation d'intervention en subventions. Le règlement des « frais de gestion » s'effectue annuellement sur présentation d'une facture de l'Opérateur et du bilan tel que précisé à l'article 3.2 de la présente convention.

Ces versements feront l'objet d'un virement sur le compte bancaire non rémunéré de la Caisse des dépôts dont les références sont précisées ci-après :

Relevé d'Identité Bancaire			
	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS Domiciliation 56 RUE DE LILLE 75356 PARIS SP 07		
Domiciliation : DEPARTEMENT NUMERAIRE			
Code Banque 40031	Code Guichet 00001	N° de compte 0000472627Z	Clé RIB 77
Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)			
FR59 4003 1000 0100 0047 2627 Z77 Identifiant international de la banque (BIC) CDCG FR PP			
Cadre réservé au destinataire du relevé			
CDC-PIA4-AIDE INNOV. BOTTUM-UP CDC DPS SERVICE POF 3 12 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS			
Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc ...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreur ou retard d'imputation.			

En cas de manquement de la Région à ses obligations précisées dans le présent article et/ou de tout autre acteur de l'Action régionale, la responsabilité de l'Opérateur ne peut être mise en cause au titre de ses missions relative à l'Action régionale.

3.2. Débit et crédit des fonds régionaux d'intervention et affectation des indus

L'Opérateur est chargé d'exécuter les décisions du COPIL régional (prises en application de la Convention régionale) d'attribution de l'aide, de la liquidation de son montant, du paiement de la dépense correspondante, du recouvrement des indus résultant de ces paiements, uniquement dans le cadre d'un recouvrement à l'amiable, au nom et pour le compte de la Région. Dans le cas de contentieux, l'action de recouvrement revient à la Région. Les sommes recouvrées par l'Opérateur pour le compte de la Région seront reversées à la Région dans les conditions de l'article 13 de la présente Convention.

L'Opérateur est tenu de respecter le montant plafond d'engagements décidé par le COPIL régional (Convention Régionale) à l'égard de tiers conformément à l'article 3.1 relatif à la dotation régionale.

Pour la quote-part due par la Région, l'Opérateur effectue les paiements aux bénéficiaires qu'après la signature d'une convention Caisse des dépôts - Lauréat au sens de l'article 6 de la convention du 13 août 2021 entre l'État et les Opérateurs et Gestionnaires du PIA régionalisé susmentionnée.

L'Opérateur transmet chaque semestre un décompte des aides attribuées par le COPIL régional (Convention Régionale) et versées aux bénéficiaires pour le compte de la Région, sans compensation entre montants versés aux bénéficiaires et montants recouverts le cas échéant ainsi que les pièces ou justificatifs correspondants.

L'Opérateur prend toutes les dispositions nécessaires pour suivre individuellement la gestion du financement régional qui lui est confié dans le cadre de la présente Convention, notamment en ouvrant un compte spécifique, dans les comptes de la Caisse des dépôts, au bénéfice de la Région et en créant les subdivisions de comptes nécessaires et en organisant un suivi analytique dédié.

En particulier, il crée dans son outil de suivi, les subdivisions nécessaires pour suivre notamment les mouvements de trésorerie afférents aux crédits dont la gestion lui est confiée par la Région, afin d'assurer le respect des obligations d'information comptable.

L'Opérateur opère la reddition des comptes prévue une fois par an (le 30/11 de chaque année) dans le respect des délais réglementaires de production du compte du comptable public de la Région.

Les comptes sont produits par l'Opérateur et retracent la totalité des opérations de dépenses et de recettes réalisées au titre de la présente Convention de mandat.

Les comptes sont accompagnés :

- De la liste des opérations réalisées sur la période, de leur montant et de leur nature ;
- Des pièces justificatives de ces opérations, conformément à la réglementation en vigueur applicable aux comptes publics.
- D'un bilan qualitatif présentant le taux de sélectivité, le taux d'échec, le nombre de bénéficiaires et leurs caractéristiques, la répartition territoriale des projets, une cartographie, des propositions d'optimisation du dispositif, la qualification des projets et notamment le degré de couverture des différents critères prévus dans le processus de sélection de l'Appel à Projets, une analyse critique liée à l'expertise de l'opérateur.

Les comptes produits dans les conditions prévues précédemment sont soumis à l'approbation du comptable public de la Région préalablement à leur intégration dans les comptes du mandant.

Avant intégration dans ses comptes, le comptable public de la Région contrôle les opérations exécutées par l'Opérateur.

Si les contrôles mentionnés à l'alinéa précédent révèlent une irrégularité, les opérations irrégulières ne sont pas comptabilisées par le comptable public de la Région.


En cas de recouvrement d'un indu, l'Opérateur doit s'assurer de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette et dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances.

ARTICLE 4 – FRAIS DE GESTION

Pour la mise en œuvre de ses obligations dans le cadre de la présente Convention, l'Opérateur d'une part assure des missions d'instruction, d'expertise interne, de mise en place et de suivi des contrats d'aide (versements, remboursements, indus, répétitions éventuelles), et d'autre part assure l'attribution des subventions auprès des bénéficiaires en nom et pour le compte de la Région, en application des décisions du COPIL régional.

La participation de la Région aux frais de gestion est fixée à 3% maximum du montant des aides accordées sur la dotation d'intervention en subvention de la Région, soit 30 000 € maximum pour la première dotation.

Le règlement des « frais de gestion » s'effectue annuellement sur présentation d'une facture de l'Opérateur. Ces versements feront l'objet d'un virement sur le compte bancaire de la Caisse des dépôts dont les références sont précisées ci-après :

		Relevé d'Identité Bancaire	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS Domiciliation 56 RUE DE LILLE 75356 PARIS SP 07		Domiciliation : DEPARTEMENT NUMERAIRE	
Code Banque 40031	Code Guichet 00001	N° de compte 0000472627Z	Clé RIB 77
Cadre réservé au destinataire du relevé		Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)	
CDC-PIA4-AIDE INNOV. BOTTUM-UP CDC DPS SERVICE POF 3 12 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS		FR59 4003 1000 0100 0047 2627 Z77 Identifiant international de la banque (BIC) CDCG FR PP	
<small>Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreur ou retard d'imputation.</small>			

Les modalités de détermination de ces frais sont précisées à l'article 3.5 de la Convention du 13 août 2021 entre l'État et la Caisse des dépôts relative au quatrième volet du Programme d'Investissements d'Avenir.

Les dépenses éligibles au titre des coûts de gestion sont les suivantes :

- frais administratifs et de fonctionnement ;
- frais d'accompagnement des porteurs de projets au dépôt d'un dossier ;
- frais d'instruction et de sélection des projets ;
- frais de suivi des projets ;
- dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA ;
- dépenses de communication directement liées aux projets du PIA.

ARTICLE 5 – FRAIS EXTERNES

La Caisse des dépôts peut en outre avoir à faire appel à des prestations extérieures, soit au titre d'expertises, soit au titre de procédures de recouvrement ou de contentieux sur les dossiers d'aides, soit au titre de l'évaluation de l'action ci-après dénommés « frais externes ». Les prestations externes sont diligentées après décision du COPIL régional.

La participation des membres du COPIL régional aux frais externes sera prise en charge à parité Région et Etat et fera l'objet d'une affectation spécifique en commission permanente pour la part de la Région.

Le montant de cette participation sera calculé sur la base des frais réels facturés à la fin de chaque trimestre civil sur la période considérée.

ARTICLE 6 – ECHANGE D'INFORMATIONS, PROMOTION

6.1 Echange d'informations

Les Parties s'engagent à se communiquer réciproquement, dès qu'ils en ont connaissance, après accord des bénéficiaires concernés, toute information relative aux projets qu'ils souhaitent soutenir conjointement ou qui peuvent faire l'objet d'un accompagnement par l'autre partenaire, ainsi que tout élément de nature à conforter l'efficacité de leurs dispositifs respectifs en faveur de l'innovation et du développement économique.

Compte tenu du caractère confidentiel des projets financés, toute communication relative à un bénéficiaire ou à son projet nécessitera d'obtenir préalablement l'accord écrit du bénéficiaire conformément à l'article 10 ci-dessous.

6.2 Promotion et communication

Les Parties mèneront en concertation des actions de prospection et de communication auprès des bénéficiaires potentiels.

Cette collaboration entre également dans le cadre du travail collaboratif avec les autres partenaires du réseau régional de l'innovation et du transfert de technologie.

La promotion des actions liées à la mise en œuvre de cette Convention fera l'objet, en tant que de besoin, d'accord des deux partenaires.

Ces actions de communication suivront les modalités suivantes :

- intégration de façon lisible des logotypes des parties (Région, Caisse des dépôts, Programme des Investissements d'Avenir) sur les supports de communication ;
- mention, lors de toute opération de communication relative aux aides, du soutien de la Région et de l'intervention de la Caisse des dépôts, de la participation financière du Programme des Investissements d'Avenir à travers de la mention « ce projet a été soutenu par le PIA et la Région » ;
- invitation des représentants des partenaires à ces opérations ;
- prise de parole par les partenaires lors des opérations de communication susvisées ;
- l'utilisation des signes distinctifs, marques ou logos dans des brochures, courriers, sites internet et sur tout autre support, ne pourra se faire qu'avec un accord préalable écrit du partenaire titulaire du signe distinctif, de la marque et/ou du logo concerné.

Les Parties s'engagent mutuellement par ailleurs à citer leur partenariat dans leur communication interne et externe.

ARTICLE 7 – SUIVI ET EVALUATION

L'Opérateur s'engage à suivre la bonne exécution des projets.

L'Opérateur fournit à la Région un bilan annuel comprenant le récapitulatif des aides accordées selon le type d'action et le type d'aide dans le cadre de la présente Convention et le montant des éventuels désengagements ainsi que l'état des entrées en contentieux, des recouvrements et de la situation des fonds alloués à l'action régionale.

L'Opérateur fournit également à la Région un bilan qualitatif annuel présentant le taux de sélectivité, le taux d'échec, le nombre de bénéficiaires et leurs caractéristiques, la répartition territoriale des projets, une cartographie, des propositions d'optimisation du dispositif, la qualification des projets et notamment le degré de couverture des différents critères prévus dans le processus de sélection de l'Appel à Projets, ainsi qu'une analyse critique liée à l'expertise de l'opérateur.

ARTICLE 8 – PRISE D'EFFET, DUREE DE LA CONVENTION ET MODIFICATION

La présente Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties. Elle reste en vigueur jusqu'au terme de la Convention nationale du 13 août 2021 et de la Convention régionale du 15 novembre 2021 susvisées.

Par voie d'avenant, les Parties peuvent convenir de modifications aux dispositions de la présente Convention et de ses annexes.

La partie demanderesse devra alors saisir par lettre recommandée avec accusé de réception son cocontractant, trois (3) mois au moins avant la date d'effet souhaité des modifications.

Toute modification ne pourra intervenir que par la signature d'un avenant qui, pour la Région, devra être dûment approuvé par l'autorité compétente.

ARTICLE 9 – CONTRÔLE

L'Opérateur ne peut utiliser les fonds régionaux mis à disposition que pour les opérations décrites dans le cadre de la Convention Régionale et la présente Convention.

S'il s'avère, au regard des rapports transmis par l'Opérateur ou des évaluations annuelles, que celui-ci ne respecte pas les modalités de la Convention régionale et de la présente Convention, utilise les crédits de manière sous-optimale ou n'utilise pas la totalité des crédits qui lui sont confiés, la Région peut engager, à ses frais, un audit des procédures gérées par l'Opérateur. L'Opérateur accorde alors toutes les autorisations nécessaires aux équipes mandatées par la Région pour accéder aux informations requises à la réalisation de cet audit, dans le cadre strictement délimité par cette Convention.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

10.1 Obligations de la Région

La Région s'engage en son nom, au nom de ses agents, sous-traitants et plus généralement de toute personne qui lui serait liée à respecter sans aucune limite de temps la confidentialité des informations non publiques recueillies durant l'exécution de la présente Convention, dont celles relatives aux investissements menés par la Caisse des dépôts au titre de ses activités menées en propre.

10.2 Obligations de l'Opérateur

L'Opérateur s'engage à respecter et à faire respecter par ses représentants, prestataires et préposés, la confidentialité des informations non publiques recueillies durant l'exécution de la présente Convention, en son nom et pour le compte de l'État. A ce titre, elle s'engage à limiter la divulgation des informations non publiques susvisées aux seules personnes ayant à les connaître pour les besoins de l'exécution de la Convention.

L'Opérateur s'engage à ne pas utiliser et se porte fort de ce que les autres entités du groupe Caisse des dépôts s'engagent à ne pas utiliser les informations non publiques recueillies durant l'exécution de la Convention, dans le cadre de leur activité propre en leurs noms et pour leurs comptes, sauf accord formel de la Région.

10.3 Confidentialité – Dispositions communes

Les Parties s'engagent à garder strictement confidentielles et sans limite de temps les informations contenues dans les dossiers examinés et concernant les projets et les bénéficiaires des aides relevant de la présente Convention et/ou dont elles pourraient avoir connaissance dans le cadre de ce partenariat.

Elles conviennent toutefois qu'elles pourront informer leurs conseils, avocats, experts techniques et comptables respectifs à la condition de les soumettre à une obligation de confidentialité identique.

10.4 Protection des données à caractère personnel

Les règles relatives à la protection des données à caractère personnel sont fixées par l'article 13 de la convention régionale.

ARTICLE 11 – SANCTIONS

En cas de retard dans la remise de la reddition des comptes et des justificatifs associés, la Région se réserve le droit d'appliquer à l'Opérateur des pénalités, ayant un caractère libératoire, en appliquant une pénalité forfaitaire de cent euros (100 €) par jour de retard.

Toutefois, les pénalités ne pourraient trouver à s'appliquer en cas de force majeure ou de manquement de la Région.

En cas de manquement de la Région à ses obligations précisées à l'article 3.1 de la présente convention et/ou de tout autre acteur du PIA régionalisé, la responsabilité de l'Opérateur ne peut être mise en cause au titre de ses missions relatives à l'Action régionale.

ARTICLE 12 – RESILIATION

12.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par l'une des parties des obligations contractuelles prévues aux articles 2 à 6 de la présente Convention, après une mise en demeure de l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception postale de la mise en demeure, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

12.2 Résiliation pour force majeure ou empêchement

En cas de survenance d'un événement de force majeure qui empêcherait l'une ou l'autre Partie d'exécuter ses obligations contractuelles, la Convention pourra être résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à l'autre partie de l'événement constitutif de force majeure par la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception.

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

12.3 Résiliation amiable

Par ailleurs, à tout moment les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente Convention. Les parties négocieront, de bonne foi, les conditions d'une telle fin anticipée.

12.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si les conditions sont réunies, la Région peut mettre en œuvre une procédure de résiliation pour motif d'intérêt général. Dans ce cas de figure, aucun délai de mise en demeure ne peut être appliqué. Toutefois, une telle résiliation ouvre droit, au profit de l'Opérateur, au remboursement des frais engagés au titre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 13 - FIN DE LA CONVENTION ET RETOUR DES CREDITS VERS LA REGION

Conformément à la Convention Régionale, lorsque la présente Convention prend fin, la Région reprend les fonds non engagés par l'Opérateur, tels qu'ajustés par avenants financiers le cas échéant conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention Régionale.

Les sommes, correspondant à tout ou partie des subventions attribuées qui n'auraient pu être versées aux bénéficiaires finaux du fait du non-respect par ces derniers des critères d'attribution inscrits dans les contrats signés avec l'Opérateur, ainsi que les sommes indûment versées et recouvrées par l'Opérateur sont reversées au budget de la Région.

Un titre de recette sera adressé à l'Opérateur, à due concurrence des fonds non engagés, des subventions attribuées non versées et des recouvrements d'indus, pour recouvrer les versements régionaux correspondants.

ARTICLE 14 – CARACTÈRE LIBÉRATOIRE DE L'ÉCHÉANCE DE LA CONVENTION

Sous réserve de la réalisation des stipulations des articles 10 et 13 de la présente, à l'échéance de la Convention, l'Opérateur est libéré de toute obligation au titre de la présente Convention à l'exception des obligations de confidentialité qui perdureront pendant deux (2) ans après la fin de la Convention.

ARTICLE 15 – REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie par le droit français. A défaut d'accord amiable, les juridictions administratives sont seules compétentes pour connaître tout litige entre les parties auquel la présente Convention et tout ce qui en est la suite ou la conséquence pourrait donner lieu.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 16 – CONFLITS D'INTÉRÊTS

En sa qualité de tiers de confiance, la Caisse des dépôts s'engage à respecter les règles de déontologie habituelles applicables à ses activités, notamment le principe de neutralité et à informer, dès leur identification, le SGPI et le Comité de pilotage (i) des situations de conflit d'intérêt éventuellement rencontrées dans le cadre d'un projet, et (ii) des propositions de dispositions à même d'y remédier dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 24 mars 2022 en 2 exemplaires originaux

Pour la Caisse des dépôts,
Le Directeur régional Ile-de-France
Richard Curnier

Pour la Région
La Présidente du Conseil régional
Valérie Pécresse

Annexe 2 : Appel A Projets Ingénierie et Formations Professionnelles PIA 4

Appel à projets INGÉNIERIE ET FORMATIONS PROFESSIONNELLES « IFP Île-de-France »

L'Etat, à travers son Programme d'investissement d'avenir, et la Région avec son intervention en faveur de l'enseignement supérieur, du transfert de technologies et de connaissances de la recherche vers l'économie, ont choisi de renforcer les liens entre établissements d'enseignement supérieur et de formation, chercheurs et entreprises et par là-même la compétitivité de l'Île-de-France.

Pour mettre en œuvre cette ambition, l'Etat et la Région prévoient d'investir à parité 21,6 millions d'euros, avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) comme opérateur. Pour la première vague de cet appel à projets « **IFP Île-de-France** », organisé selon le calendrier suivant, deux millions d'euros seront mobilisés :

<u>Ouverture</u>	24 mars 2022
<u>Date limite de dépôts des projets (Première vague de sélection)</u>	27 mai 2022 à 12h00
<u>Date de clôture du dispositif Sous réserve de la disponibilité des crédits</u>	29 décembre 2022 à 12h00

**ADRESSE DE PUBLICATION DE L'APPEL À PROJETS et de DEPÔT
DES CANDIDATURES**

<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>

Sur décision conjointe du Préfet et de la Présidente du Conseil régional, cet appel à projets peut être clos avant cette date, sous réserve d'un préavis d'un mois. Les informations actualisées seront publiées sur le site de cette consultation et envoyées automatiquement aux candidats potentiels ayant ouvert un compte sur ce site, puis téléchargé le dossier de candidature.

SCHEMA SIMPLIFIE D'EXAMEN DU DOSSIER DE CANDIDATURE

- ☛ Le dossier de candidature est constitué du dossier de réponse et d'annexes téléchargeables à l'adresse suivante :
<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>
- ☛ La transmission des documents se fera par voie électronique à l'adresse suivante :
<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>
- ☛ La CDC étudie, à la clôture de chaque vague, par ordre d'arrivée des dossiers les conditions de recevabilité et d'éligibilité des candidatures et fera ses meilleurs efforts pour notifier **dans un délai de 1 mois** la décision de présélection au candidat.
- ☛ Seules les candidatures ayant satisfait à ces conditions seront présentées au Comité de pilotage régional, composé des financeurs Etat et Région, qui les examinera en vue de leur sélection et de leur suivi.

NOTIFICATION DE LA DÉCISION FINALE

- ☛ L'Etat et la Région informeront les porteurs de projet de la décision d'octroi d'aide publique.
- ☛ Le délai de contractualisation entre les porteurs de projet et l'Opérateur, après le courrier d'information, ne pourra excéder **3 mois** sous peine de caducité de la décision.

CONTACTS

CDC : brigitte.de-la-houssaye@caissedesdepots.fr; cedric.djedovic@caissedesdepots.fr;

Région Île-de-France : transferttechno@iledefrance.fr;
orientation.form.sup@iledefrance.fr; **DFPIDF**@iledefrance.fr;

DRIETS: hedi.kouati@drieets.gouv.fr;

Vous pouvez également poser vos questions directement sur le site des consultations :

<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>

Table des matières

1. Contexte et objectifs	3
2. Nature des projets attendus	4
2.1. Projets attendus	4
2.2. Modalités du cofinancement	7
2.3. Accords de consortium	8
2.4. Règles de gestion des sommes allouées	9
2.5. Autres dispositions	9
3. Processus de sélection	9
3.1. Critères de recevabilité	9
3.2. Critères d'éligibilité	9
3.3. Critères de sélection	10
3.4. Modalités de sélection des projets	11
4. Suivi des projets, compte rendu annuel et évaluation	11
4.1. Indicateurs de suivi et d'évaluation	11
4.2. Transmission des données et reporting	12
5. Calendrier et procédures	12
5.1. Calendrier	12
5.2. Contenu des dossiers de candidature	13
5.3. Dépôt des dossiers de candidature	14
6. Communication	14

1. Contexte et objectifs

Le volet régionalisé du quatrième Programme d'investissements d'avenir (PIA 4), doté en Ile-de-France de 183 M€ et auquel contribue la Région à parité avec l'Etat, est fléché vers le développement territorial des PME.

Il vise à accompagner les entreprises de tous secteurs, leurs salariés et leurs dirigeants, dans leurs réponses aux grands défis économiques auxquels ils sont confrontés : esprit d'entreprendre, innovation, transition vers le numérique, investissement, évolution des modèles d'affaires, structuration des filières, internationalisation, renforcement de la qualification des salariés.

Au sein du programme du PIA 4 l'action « Aides à l'innovation Bottom up » dans son volet PIA régionalisé comporte 4 axes d'interventions. Le présent appel à projets concerne :

- L'axe projets de formation professionnelle « ingénierie et formations professionnelles »

Cette action « ingénierie et formations professionnelles », finance des projets partenariaux répondant à un besoin exprimé par les entreprises d'une ou plusieurs filières. Il soutient la création de nouvelles offres de formation ou d'accompagnement, les évolutions significatives apportées à des offres de formations existantes, ou l'élaboration d'outils innovants dans la délivrance de formation et de l'accompagnement des entreprises, tout particulièrement les plus petites d'entre elles. Ces outils permettent de rendre plus efficace la gestion des ressources humaines et/ou aident à sécuriser les parcours professionnels.

L'appel à projet « Ingénierie et Formations Professionnelles », co-financé à parité par l'État et la Région Île-de-France décline les objectifs prioritaires visés en Île-de-France.

Le présent document constitue le cahier des charges de l'appel à projets « **Ingénierie et Formations Professionnelles** ».

L'apport financier de ce dispositif aux projets lauréats a une valeur d'exception et d'amorçage. Il doit donner à des projets innovants les moyens indispensables à leur lancement et aux conditions de leur pérennité. Il se distingue du financement récurrent des formations et de l'accompagnement. Seules les initiatives les plus exemplaires seront retenues.

L'Ile-de-France est la première région économique d'Europe par sa richesse. Confrontées à de multiples transformations de leur environnement (économique, social, écologique, technologique, numérique, réglementaire), les entreprises franciliennes doivent en permanence adapter leur appareil productif, leur organisation, leur modèle économique, et par conséquent les compétences de leur capital humain. D'autre part, la puissance, l'excellence et la diversité de sa recherche, de sa formation et de sa capacité à innover, positionnent la région Île-de-France immédiatement à une échelle internationale à l'égal de quelques régions comparables dans le monde.

Pour maintenir son rôle moteur dans l'économie nationale, la région Île-de-France doit permettre aux Franciliens de s'adapter notamment aux profondes modifications du monde professionnel. Ainsi, la stratégie régionale pour l'enseignement et la formation doit répondre aux enjeux des mutations économiques en assurant le développement de formations innovantes répondant aux besoins des filières stratégiques franciliennes. Il s'agit d'un enjeu majeur de compétitivité économique et de lutte contre le chômage et le décrochage social.

Dans le contexte particulier de la crise sanitaire une étape a été franchie en matière de diffusion des outils et méthodes pour le travail et l'enseignement à distance dans des entreprises et des établissements brutalement confrontés à la

nécessité d'assurer la continuité de l'activité. De fortes nuances en termes de réussite et de disparités entre les établissements ont été constatées.

En matière d'enseignement, il a fallu restructurer les cours pour les basculer à distance, les animer, les scénariser, diversifier les contenus sous forme de projets collaboratifs... Ces stratégies numériques ont parfois dû être mises en place dans l'urgence par des équipes qui n'y étaient pas préparées. Cependant, nous savons désormais qu'avec la généralisation du télétravail le distanciel et le présentiel seront étroitement mêlés et qu'il faut y préparer les actifs, les entreprises et les établissements d'enseignement.

Dans ce contexte, l'appel à projets « **Ingénierie et Formations Professionnelles** » permettra de mettre en œuvre des actions au profit des entreprises franciliennes, dans le cadre de ses priorités stratégiques présentées dans son **Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI)**¹, dans son **Schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS)**², dans son **Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII)**³ et dans son **Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP)**⁴.

L'État et la Région Île-de-France s'associent à parité dans le cadre du volet régionalisé du PIA4 « **Ingénierie et Formations Professionnelles** » pour soutenir la création de synergies entre actions pédagogiques et gestion des ressources humaines, permettant aux entreprises (grands Groupes, Entreprises de Taille Intermédiaire et PME/TPE) d'anticiper les évolutions économiques et productives.

Les projets financés seront sélectionnés dans le cadre d'un appel à projets permanent ouvert jusqu'au 29 décembre 2022 à 12h00, heure de Paris.

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) est désignée conjointement par l'État et la Région comme opérateur de l'action pour la conduite opérationnelle et administrative des dossiers dans le cadre du présent appel à projets.

2. Nature des projets attendus

2.1. Projets attendus

Les projets attendus sont des projets partenariaux d'ingénierie de formation tout au long de la vie, d'évolutions des formations existantes et d'offres d'accompagnement innovantes.

Ils répondent à un besoin exprimé par des entreprises et correspondent à des filières stratégiques et d'avenir suivantes :

- Aéronautique, spatial et défense ;
- Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture ;

¹ <https://www.iledefrance.fr/schema-regional-de-lenseignement-superieur-de-la-recherche-et-de-linnovation-sresri>

² <https://www.iledefrance.fr/le-schema-regional-des-formations-sanitaires-et-sociales-2016-2022>

³ https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/2019-05/complet_leader_bd_page.pdf

⁴ <https://www.iledefrance.fr/strategie-regionale-pour-la-formation-et-lorientation-professionnelle-2017-2021-une-ambition-pour>

- Automobile et mobilités ;
- Numérique (dont big data, calcul haute performance, cybersécurité, industries culturelles et créatives, infrastructures numériques, intelligence artificielle, internet des objets, fintech, logiciels, réseaux, smart grid, intelligence artificielle, robotique, fabrication additive) ;
- Santé (dont biotechnologies, dispositifs médicaux, silver économie) ;
- Tourisme, Hôtellerie-Restauration ;
- BTP, Construction durable, Ville durable et intelligente (dont éco-activités, énergies, biomatériaux, économie circulaire, smart cities, services) ;
- Les nouvelles technologies éducatives.

Ces projets devront répondre aux enjeux de recrutement, de montée en compétence des salariés et de développement de ces territoires.

Les projets doivent, ainsi, s'inscrire dans la stratégie régionale et pour en attester, l'avis du CREFOP (Comité régional pour l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle), obligatoire, sera sollicité par le comité de pilotage régional au moment de l'instruction du projet.

2.1.a. Les porteurs de projets

Les projets sont proposés dans le cadre d'un partenariat liant différents acteurs de la formation et/ou d'accompagnement **et** des entreprises.

Les projets attendus sont portés par des consortiums associant au minimum :

- Des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche publics ou privés à but non lucratif et/ou des organismes de formation ou d'accompagnement franciliens, et/ou des organismes de formation-CFA et /ou des écoles de production ainsi que les campus des métiers et des qualifications,

ET

- Des employeurs et/ou des entreprises implantées en Île-de-France, et/ou des organisations professionnelles, et/ou des Opérateurs de compétences (OPCO).

Des collectivités territoriales ou tout autre partenaire jugé utile au projet, co-financiers du projet, peuvent également participer au consortium.

Les consortiums formalisent leur partenariat et désignent un chef de file qui est le porteur de projet, mandaté par l'ensemble des membres du consortium pour présenter le projet, conclure la convention de financement avec la CDC Opérateur de l'action, percevoir et répartir les financements au nom et pour le compte de l'ensemble des **membres franciliens du consortium**.

Un accord de consortium signé est joint au dossier de candidature, précisant les modalités d'engagement de chacun des partenaires. A défaut, au moment du dépôt de la candidature, un projet d'accord et une lettre d'engagement par partenaire signée, seront joints.

2.1.b. Les publics cibles

Les formations et accompagnements développés peuvent s'adresser aux :

- Jeunes de 16 à 25 ans sans qualification, et orientés par le réseau des missions locales,
- Étudiants,

- Doctorants,
- Chercheurs,
- Apprentis,
- Demandeurs d'emploi,
- Salariés,
- Cadres ou dirigeants d'entreprises,

Une attention particulière sera apportée aux projets prenant en compte les publics en situation de handicap.

2.1.c. Les formations et accompagnements visés

Les activités développées en commun concernent la formation des jeunes (formation initiale, apprentissage, doctorat), la réinsertion des chômeurs (notamment appui aux reconversions individuelles, soutien des moins qualifiés et des seniors), et l'évolution des salariés, dirigeants d'entreprise, cadres et chercheurs (évolutions et promotions professionnelles, transferts de technologie), ainsi que l'accompagnement nécessaire à leur réalisation.

Elles répondent directement à un besoin exprimé par les entreprises participant au consortium.

Sont notamment attendues des actions de:

1. formations innovantes permettant aux publics cibles d'acquérir les nouvelles compétences dont les entreprises partenaires ont besoin pour faire face aux mutations des branches ;
2. développement des compétences permettant de promouvoir les salariés en place notamment les seniors, d'attirer des jeunes par exemple via l'apprentissage, de réinsérer des chômeurs du territoire, en particulier les plus fragiles ;
3. facilitation des mobilités et de sécurisation des trajectoires professionnelles des salariés de tous niveaux et tous âges (bilan et orientation professionnelle, validation d'acquis, formations, accompagnement des mobilités, essaimage, mise en relation, sourcing des entreprises, appui à la création ou reprise d'activité, ...) ;
4. services mutualisés entre grande(s) entreprise(s) et PME/PMI, de mise à niveau, de développement des ressources humaines et de mobilité ;
5. accompagnement des petites et moyennes entreprises pour anticiper et faire face aux évolutions de leurs besoins de compétences ;
6. accompagnement innovantes aux transferts de connaissances et de compétences ;
7. ingénierie, d'adaptation et d'accompagnement des formations pouvant par exemple porter sur de nouvelles modalités de certification ou de diplomation, sur le développement de pédagogies innovantes et de mutualisation ;
8. découverte des métiers via la réalité virtuelle, les expériences immersives en lien avec les besoins des entreprises ;
9. développement des Softskills en lien avec les demandes d'un secteur professionnel et de ses entreprises ;
10. amélioration innovante et de développement des outils existants répondant aux besoins des entreprises ;

11. promotion des métiers et des filières, notamment dans le cadre des campus des métiers et qualification, en particulier autour des métiers en recherche de compétences et ceux favorisant la diversification de l'emploi féminin.

2.1.d. Durée des projets et assiette et dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont celles **liées directement au projet**, et à l'amélioration, l'adaptation de formations existantes et/ou à l'élaboration et la mise en œuvre de solutions nouvelles de formation et d'accompagnement.

Les dépenses éligibles comprennent :

- les dépenses de formation,
- les dépenses d'accompagnement et/ou d'ingénierie.
- les dépenses amortissables

Le financement des actions proposées s'étale au maximum sur 3 ans.

Cette durée doit permettre l'expérimentation d'activités nouvelles de formation et de services d'accompagnement, ainsi que leur ajustement et leur éventuelle réorientation au cours de leur mise en œuvre.

Les projets doivent présenter une assiette de dépenses éligibles supérieure à 400 K€. L'Etat et la Région, au travers de l'action, interviennent en co-financeurs des projets sélectionnés, dans la limite globale de 2M€ d'aides par projet.

Les dépenses éligibles sont constituées au minimum de 25% de dépenses immobilisables (investissement).

L'assiette des subventions accordées concernera **les seules dépenses nouvelles, engagées après la sélection du projet**, qui viendront s'ajouter notamment aux financements de droit commun prévus pour les actions de formations existantes et pourra ainsi couvrir les dépenses suivantes :

- L'ingénierie de conception et d'amorçage, de formation et d'accompagnement nécessaires à la mise en place de nouveaux programmes innovants ;
- La formation des formateurs et des enseignants dans le cadre du projet présenté ;
- La formation des apprenants aux nouvelles technologies éducatives ;
- Les sessions de formation tests en vue d'expérimenter les innovations proposées ou d'adapter l'existant ;
- La formation ou la professionnalisation des équipes d'appui et d'accompagnement des enseignants et des étudiants (moniteurs) ;
- Des dispositifs de coordination entre entreprises et/avec des organismes de formation ;
- Des outils et plateformes partagées d'accès à de la formation, à des services d'appui et de valorisation des connaissances ;
- L'animation et la communication sur le projet ;
- La conception d'outils méthodologiques en faveur des publics visés ;
- Les équipements de formation et l'amortissement sur la durée du projet des autres dépenses immobilisables en lien direct avec l'action (par exemple : travaux d'aménagement intérieur, hors mise aux normes réglementaires).

Les dépenses qui n'entrent pas dans l'assiette éligible sont :

- Les dépenses concernant l'immobilier : achat, construction, réhabilitation, mise aux normes réglementaires, rénovation énergétique ;
- Les dépenses de diagnostic et de conseil aux entreprises ;
- La commercialisation du produit développé.

2.2. Modalités du cofinancement

L'Etat et la Région, au travers de l'action, interviennent en co-financeurs des projets sélectionnés, dans la limite globale de 2 M€ d'aides par projet.

L'action recherche un effet levier sur les financements apportés par les partenaires du projet. Le taux d'intervention du PIA 4 régionalisé est de 50%, sauf dérogation expresse du comité de pilotage régional et conformément à la réglementation européenne en termes d'aides d'Etat.

Dans le respect des règles communautaires, le financement de l'Etat et de la Région au titre du PIA régionalisé sur les projets sélectionnés intervient sous la forme de **subventions**. Ce financement a un caractère exceptionnel et n'a pas vocation à être renouvelé. Au-delà de la phase d'amorçage et de mise en place du projet, les partenaires devront présenter les moyens de le pérenniser.

Le co-financement exigé doit être apporté par les partenaires eux-mêmes de la façon suivante :

- Un minimum de 15% des besoins en co-financement doit être d'origine privée (valorisation incluse) ;
- Un maximum de 50% des besoins en co-financement peuvent résulter d'une valorisation non financière, d'apports matériels ou immatériels ;
- Un maximum de 50% peut être issu de la collecte de la taxe d'apprentissage pour les établissements collecteurs ;
- Des fonds publics d'autres sources peuvent être inclus au co-financement des projets, dans le respect de la réglementation européenne d'aides d'Etat.

Les aides versées dans le cadre du présent appel à projets sont soumises à la réglementation européenne relative aux aides d'Etat (articles 107, 108 et 109 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat. Ainsi, ce financement doit respecter les règles européennes relatives aux aides d'Etat et s'inscrire dans le cadre :

- du Règlement (UE) n°651/2014 modifié de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (ci-après, le « Règlement ») et les régimes qui en découlent ;
- du Règlement (UE) n°1407/2013 modifié de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- du Règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et modifié par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018 publié au JOUE L313 du 10 décembre 2018 et par le règlement 2020/1474 du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020.

Les organisations professionnelles, les OPCO et les collectivités locales (à l'exception des Régions), dans le respect de la réglementation sur les aides d'Etat, peuvent participer au co-financement.

Le co-financement exigé peut également contenir des apports de fonds européens, notamment le Fonds social Européen (FSE) ou le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM).

Le dossier de candidature décrit les modalités de gestion prévues et les co-financements privés et publics : identification des co-investisseurs, caractéristiques du financement (durée, conditions, etc.). Le dossier décrit le cas échéant les encadrements communautaires applicables.

2.3. Accords de consortium

Les membres du consortium sont laissés libres de la forme et des modalités de gestion qu'ils entendent lui donner et qui seront définis par convention entre eux.

Dans tous les cas, l'ensemble des membres franciliens du consortium désignent un mandataire, porteur du projet, qui sera le contact unique de l'Opérateur et de l'Etat, avec qui sera signé notamment le contrat-cadre prévu à l'article 6.1 de la Convention du 13 août 2021 entre l'Etat et les Opérateurs.

Les modalités de financement du projet ainsi que la répartition des financements entre les membres du consortium seront prévues dans ce contrat-cadre.

L'accord de consortium ainsi conclu précise a minima :

- Les modalités de gouvernance (processus de décision, désignation du bénéficiaire de (ou des) ouvrage(s), désignation et rôle du mandataire...) ;
- Les objectifs visés et les actions envisagées pour les atteindre, la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables (articulation entre maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage) ;
- Les engagements réciproques et contreparties ;
- Les modalités de suivi et d'amélioration ;
- La valorisation du projet (dont éventuellement la propriété intellectuelle) ;
- La répartition des financements et les conditions de reversement par le mandataire aux partenaires.

Cet accord devra être conclu pour la durée de la convention entre l'Etat et les Opérateurs, à savoir jusqu'au 16 Août 2036.

Le porteur du projet joindra une copie de cet accord signé à sa candidature ainsi qu'une déclaration signée des partenaires attestant de sa compatibilité avec la (les) convention(s) définissant les modalités d'exécution et de financement du projet. **A défaut d'être signé pour le dépôt de candidature, l'accord de consortium devra être signé au plus tard 3 mois après la date de contractualisation avec l'Opérateur.**

2.4. Règles de gestion des sommes allouées

Le versement des aides est subordonné à la conclusion d'une convention entre la CDC et le mandataire du consortium, porteur du projet.

Toute modification substantielle de la convention sollicitée par le mandataire sera soumise à l'avis du Comité de pilotage régional, après évaluation préalable du projet et de ses conditions de réalisation, diligentée par la CDC.

S'il s'avère, au regard des rapports transmis, que le mandataire ne respecte pas les termes de ladite convention ou utilise les fonds de manière sous-optimale ou n'en utilise pas la totalité, la CDC sera fondée, après avis du Comité de pilotage régional, à lui demander la restitution totale ou partielle des fonds déjà versés et pourra abandonner la poursuite du financement du projet.

2.5. Autres dispositions

Le financement d'un projet ne libère pas ses participants de remplir les obligations liées à la réglementation, aux règles d'éthique et au code de déontologie applicables à leur domaine d'activité.

Le porteur de projet s'engage, au nom de l'ensemble des participants, à tenir informée la CDC de tout changement susceptible de modifier le contenu, le partenariat et le calendrier de réalisation du projet entre son dépôt et la publication de la liste des projets sélectionnés.

3. Processus de sélection

3.1. Critères de recevabilité

Complétude du dossier : le contenu du dossier est précisé à l'article 5.2 du présent cahier des charges. Les dossiers doivent être soumis complets. Ils sont traités - sous réserve de complétude - par ordre d'arrivée pour chacune des vagues de sélection.

3.2. Critères d'éligibilité

Les critères retenus pour l'éligibilité des bénéficiaires sont notamment les suivants :

- Le projet doit se dérouler en Ile-de-France pour la partie financée au titre de cet appel à projet et impliquer des filiales franciliennes et concerner des publics franciliens ;
- Le projet satisfait l'ensemble des caractéristiques présentées dans le paragraphe 2.1 ;
- Présentation d'un plan de financement équilibré sur la durée du projet et conforme aux principes édictés dans le paragraphe 2.2;
- Inscription du projet dans la durée et pérennité du financement des coûts de fonctionnement du projet⁵;
- Portage du projet par une organisation en capacité de gérer le projet (management, politique achat, ancienneté minimale de 2 ans, bonne santé financière...) ;
- Mise en place d'une gouvernance associant directement les entreprises et/ou les entrepreneurs concernés par la formation et les offres d'accompagnement ;

⁵ Dont la transmission d'un budget d'exploitation prévisionnel au-delà des trois années du financement PIA (5ans).

- Certification QUALIOPI des organismes de formation (les universités ne sont pas concernées, l'évaluation HC-ERES valant équivalence) ;
- La complémentarité et l'articulation avec les programmes et outils régionaux existants.

Une attention particulière sera donnée aux projets portant un focus sur les personnes en situation de handicap, et/ou favorisant l'égalité des chances.

Le cas échéant, pour l'éligibilité comme pour la sélection, les conditions peuvent être adaptées aux entreprises répondant aux critères définis par l'article 1^{er} de la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

S'il le souhaite, le porteur de projet pourra, en amont du dépôt du dossier, solliciter auprès de la Direction Régionale de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) un entretien afin de vérifier l'adéquation entre les grandes orientations du projet et les objectifs du programme.

L'éligibilité ne pourra en tout état de cause être prononcée qu'une fois le dossier complet reçu et sur la base de l'ensemble des éléments mentionnés au paragraphe 5.2. La CDC fera ses meilleurs efforts pour émettre l'avis d'éligibilité sous un délai d'un mois.

3.3. Critères de sélection

Les principaux critères retenus pour la sélection des bénéficiaires sont notamment les suivants :

- Qualité et caractère innovant des actions proposées ;
- Impact du projet face aux besoins identifiés à l'échelle régionale, notamment étayé par l'avis du CREFOP ou de sa commission Emploi ;
- Effet de levier sur les cofinancements privés et territoriaux ;
- Perspectives de diffusion et de capitalisation des résultats des actions ;
- Retombées économiques du projet (emploi, structuration des acteurs, ...) ;
- Prise en compte des enjeux spécifiques des TPE et PME ;
- Couverture du territoire et notamment les zones rurales ou mal desservies.

Les projets présentés seront notamment évalués sur la base des critères suivants :

- Pertinence de la proposition au regard des orientations de l'appel à projets ;
- Impact global du projet, notamment son caractère innovant, son effet structurant sur l'offre locale, son impact en termes d'emploi ;
- Qualité de la gouvernance ;
- Financement du projet et notamment la solidité financière du plan de financement et **d'exploitation du projet** ;
- Par ailleurs une attention particulière sera portée aux projets contribuant à l'égalité des chances et la cohésion sociale.

3.4. Modalités de sélection des projets

Afin de sélectionner les meilleurs projets respectant l'ambition du programme d'investissements d'avenir, la procédure de sélection au niveau régional s'appuie sur un Comité de pilotage régional (le « COPIL régional ») composé du Préfet de région ou de son représentant et de la Présidente du Conseil régional ou de son représentant. La Caisse des Dépôts assure le secrétariat du COPIL régional.

Le COPIL régional peut, en tant que de besoin, s'entourer de personnalités qualifiées.

Le COPIL régional tient le CREFOP informé de ses travaux.

Le processus de sélection peut comporter une audition par un jury dont la composition et le mode de décision sont définis par le COPIL régional et qui comprend *a minima* un représentant de l'État, de la Région et de la Caisse des Dépôts, qui en assure en outre le secrétariat.

Une convention élaborée par la CDC notamment sur la base de l'accord de consortium est signée pour chaque projet lauréat entre le mandataire du consortium et la CDC. Elle est constituée de la convention-type personnalisée au projet ainsi que d'annexes détaillant précisément les objectifs et les conditions d'exécution du projet. La convention détaille par ailleurs les conditions de financement, la répartition entre les différents membres du consortium et le suivi du projet par l'Opérateur.

4. Suivi des projets, compte rendu annuel et évaluation

La convention entre la CDC et chaque mandataire de consortium prévoira les modalités de restitution des données nécessaires à l'évaluation annuelle des investissements réalisés et au reporting de l'action. Ce reporting sera présenté annuellement au Comité de pilotage régional.

4.1. Indicateurs de suivi et d'évaluation

Deux types d'indicateurs doivent être mis en place par le candidat pour permettre de mesurer la performance réalisée : des indicateurs d'avancement ou de suivi et des indicateurs d'évaluation.

Exemples :

4.1.1 Indicateurs d'avancement du projet :

- Cofinancements effectifs obtenus ;
- Consommation et destination des fonds décidés ;
- Progression des réalisations par rapport à la programmation initiale.

4.1.2 Indicateurs d'évaluation du projet et de son impact (ex-post) :

- Volume des formations ouvertes et répartition par niveau et filière ;
- Volume des formations nouvelles mises en œuvre et répartition par niveau et filière ;
- Nombre de salariés ayant pu bénéficier d'une qualification nouvelle ;
- La part femme/homme dans les bénéficiaires du dispositif

- Nombre de demandeurs d'emploi, d'étudiants, doctorants, chercheurs ayant bénéficié du dispositif, taux d'accès à l'emploi constaté ;
- Nombre d'entreprises créées ;
- Nombre de partenariats, collaborations, transferts de technologie réalisés ;
- Taux de satisfaction des entreprises membres du consortium ;
- Accroissement des autres financements (hors PIA) mobilisés jusqu'en 2027.

Ces indicateurs (liste non exhaustive) seront utiles à l'évaluation de l'action. Le processus d'évaluation sera élaboré en accord avec le SGPI et pourra être délégué à un évaluateur externe avec lequel le porteur de projet s'engage à coopérer.

4.2. Transmission des données et reporting

Les bénéficiaires transmettent régulièrement à la CDC (au minimum tous les semestres), ou sur simple demande (dans un délai de 5 jours ouvrés), un rapport intermédiaire synthétique (tableau de bord) sur l'état d'avancement du projet, comprenant un commentaire sur les écarts éventuellement constatés, ainsi qu'un compte rendu financier.


Après achèvement de la mise en place du projet, et jusqu'en 2027, le porteur du projet transmet à la CDC, une fois par an un rapport comprenant les indicateurs sur l'attente de la finalité du projet soutenu, une analyse détaillée et des commentaires qualitatifs s'y rattachant ainsi qu'un compte rendu financier. Les éléments de reporting annuel sont transmis dans un délai de 60 (soixante) jours après la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

5. Calendrier et procédures

5.1. Calendrier

L'appel à projet **est ouvert à compter de la date de sa publication**. Il prend fin dès lors que la totalité des fonds du programme sont engagés dans le respect du rythme prévu à la Convention et au plus tard le **29 décembre 2022**. Sa clôture avant cette date sera rendue publique par décision du Préfet et de la Présidente du Conseil régional avec un préavis d'un mois. Les dossiers de candidature pourront être transmis à la CDC à compter de la publication de cet appel à projets.

Des sessions de sélection seront organisées pendant la durée de l'appel à projets. Les dossiers de candidature, pour être examinés, doivent être transmis complets à l'Opérateur avant la date de clôture de chaque session de sélection :

 **1^{ère} Session : ouverture à la date de publication et date de clôture le 27 mai 2022**

Les dates des prochaines sessions de sélection seront communiquées via le site :

<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>

La CDC fera ses meilleurs efforts pour informer sous **1 mois** le porteur de projet de la présélection (sur base de l'éligibilité et de la recevabilité) de son dossier. Seuls les projets ayant satisfait à ces conditions et ayant reçu un avis positif du jury seront instruits et présentés au Comité de pilotage qui se réunit en tant que besoin pour examiner les projets et proposer un avis en vue de leur sélection si tous les éléments requis le permettent.

Le Comité de pilotage régional émet un avis sur chacun des dossiers présentés. Les décisions de soutien des projets sont prises conjointement par le Préfet et la Présidente du Conseil régional.

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) communique la décision assortie du montant maximal de subvention accordé dans les **15 jours** suivant sa signature par le Préfet et la Présidente du Conseil régional. Cette décision a une durée de validité de **trois mois** maximum.

Les projets retenus feront l'objet d'une convention entre le porteur du projet et la CDC dans un délai de **3 mois** après la décision du Préfet et de la Présidente du Conseil régional.

5.2. Contenu des dossiers de candidature

Le dossier de candidature doit être retiré à l'adresse suivante :

<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>

Il comportera, ainsi que rappelé dans ce dossier de candidature, les éléments suivants :

1. Acte de candidature (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) ;
2. La fiche d'identification du porteur du projet (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) ;
3. Une fiche d'identification pour chaque membre du consortium (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) ;
4. L'accord de consortium signé. A défaut, le dossier de candidature comprend à minima un projet d'accord ou une lettre d'engagement pour chaque partenaire, précisant la nature et les modalités financières de son engagement au sein du projet (art. 2.1.a du présent) ;
5. Une fiche de synthèse du projet (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) ;
6. Un document de 5 à 10 pages décrivant le projet (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) et établissant
 - a. Le diagnostic précis sur lequel s'appuie la proposition (formulée par les parties prenantes)
 - b. Les objectifs recherchés, décrits de manière précise, en fonction de l'action et des cibles visées
 - c. Un descriptif détaillé du dispositif envisagé (pour chacune des actions, les apports de chacun des partenaires seront précisés) et des publics visés
 - d. Le phasage du projet : jalons décisionnels, points d'arrêt prévus et indicateurs quantifiés de ces points d'arrêt
 - e. La présentation du système de gouvernance du projet
 - f. Ressources mobilisées par le projet : nature des ressources propres, moyens humains (nombre et fonction des personnes nécessaires à sa mise en œuvre)
 - g. Les conditions d'évaluation interne du projet et les indicateurs mis en place pour en mesurer l'avancement et les résultats.
7. Le plan de financement du projet sur 5 ans (cf. consignes et modèles fournis dans le dossier de candidature), indiquant notamment :

- a. Le financement par le Programme d'Investissement d'avenir (qui ne pourra excéder 2 M€)
 - b. Le financement apporté par chacun des autres partenaires (montant et nature des co-financements : prêts, subventions, ...) avec attestation de co-financement de chaque organisme
 - c. Les co-financements privés (min 15%) : dans le cas où l'apport se ferait en nature ou en industrie, l'apport devrait être valorisé et limité à **50% de la part privée** ; dans le cas où l'apport viendrait de la collecte de la taxe d'apprentissage (pour les établissements collecteurs), il devra être limité à **50% de la part privée**
 - d. Une évaluation des coûts et charges fixes générées par le projet, pour un fonctionnement à 3 ans (compte d'exploitation prévisionnel par année et par partenaire bénéficiaire des fonds) et des hypothèses d'exploitation au-delà des 3 ans
 - e. Une identification des risques du projet et leur impact financier.
8. Un calendrier de réalisation/de mise en œuvre (présentation ouverte) ;
9. La demande d'avis du CREFOP se fait via le comité de pilotage au moment de l'entrée en instruction
10. Pour tous les bénéficiaires de financements publics de quelque nature que ce soit :
- a. Déclaration des aides (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) ;
 - b. Déclaration portant sur des renseignements relatifs à la qualité de PME (cf. modèle fourni dans le dossier de candidature) ;
11. Autres documents que le porteur de projet devra préparer pour l'instruction :
- a. Avis de situation au répertoire SIRENE datant de moins de 3 mois ;
 - b. Comptes annuels sur les trois dernières années (ou tout document permettant de juger de la capacité financière pour les structures n'ayant pas trois ans d'existence) ;
 - c. Liste des dirigeants (président, vice-président, secrétaire, trésorier, membres du bureau et du conseil d'administration, du directoire, etc.) ;
 - d. Extrait du JO instituant l'établissement ou tout autre document officiel de création ;
 - e. K-bis datant de moins de 3 mois le cas échéant ;
 - f. Pour les associations : récépissé de dépôt à la préfecture ;
 - g. Pour les sociétés commerciales : tout document renseignant sur les détenteurs du capital (nom + part détenue) ;
 - h. Pour une entité agréée : copie de l'agrément ;
 - i. Pour une société cotée : éléments de preuve de cotation et marchés de cotation ;
 - j. Derniers statuts à jour ou équivalents ;
 - k. Dernier procès-verbal d'assemblée générale si existant ;
 - l. Dernier rapport moral ;
 - m. Pour les organismes de formation, attestation de certification QUALIOPI. Les universités ne sont pas concernées.

5.3. Dépôt des dossiers de candidature

Pour être pris en compte, tout dossier de soumission doit impérativement être déposé avant la date de clôture de l'appel à projet sur le site :

<http://cdcinvestissementsdavenir.achatpublic.com>

Dans le cas où les documents de soumission n'ont pas été signés avec un certificat de signature conforme aux spécifications précisées dans le dossier de réponse, ou en l'absence de tout certificat électronique de signature, le dépôt en ligne doit être complété par la transmission des documents originaux signés. Ces derniers doivent être remis contre récépissé ou envoyés par pli recommandé avec avis de réception postal à :

CAISSE DES DEPOTS

Direction régionale Ile-de-France

A l'attention de Cédric Djedovic

2, avenue Pierre Mendès France - CS 1342

75648 Paris CEDEX 13

Les documents électroniques seront transmis dans des formats permettant leur lecture par des outils classiques de bureautique (Word, Excel, PowerPoint et PDF).

6. Communication

Les lauréats devront respecter les règles de communication suivantes :

- 🌐 Les lauréats devront indiquer sur leurs documents de communication (carton d'invitation, communiqué et dossier de presse...) : « **Lauréat du programme des investissements d'avenir** » accompagné du logo « France 2030 », du logo de la Région Île-de-France ainsi que celui de la Caisse des Dépôts /Banque des Territoires.



- 🌐 Toute communication publique autour du projet devra systématiquement avoir la validation de la Caisse des dépôts, de la Région et de l'État.

Annexe 3 : Projet accord ATOS-IdF

ACCORD DE PARTENARIAT

Entre :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP2022-141 du 23 mars 2022,

ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et :

ATOS Consulting, Société par actions simplifiée au capital social de 103 096 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 410 333 223 dont le siège social est situé 80 Quai de Voltaire, Immeuble River Ouest, 95870 Bezons, représentée par Yannick TRICAUD, président dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée « **ATOS** »

D'autre part,

Ensemble désignées « les parties »,

PREAMBULE

En tant que leader français et international de la transformation digitale, ATOS a impulsé un projet pour lequel elle a sollicité un financement dans le cadre d'un appel à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

Le projet développé par ATOS, et intitulé Académie du Numérique, propose une ingénierie de formation professionnalisante et certifiante pour permettre aux publics cibles, jeunes diplômés salariés, salariés plus expérimentés en reconversion ou en montée en compétence (ci-après « Apprenants »), de se former aux métiers du numérique dans l'une des quatre sous-filières cibles (Cybersécurité, Cloud, Big Data / Intelligence artificielle et Internet des objets) et de sécuriser leur trajectoire professionnelle (ci-après désigné le Projet).

Pour ce Projet, ATOS et Systematic ont formé un consortium mené par ATOS. Les Régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie ont souhaité apporter leur soutien au travers d'une collaboration à ce Projet, notamment en facilitant le déploiement.

La Région Ile de France est au cœur de l'industrie du numérique, des services et des usages qui lui sont associés. Le numérique est entré dans le quotidien des Franciliens. Ces derniers s'en sont emparés et ont fait évoluer leurs usages quotidiens.

À travers sa stratégie « Smart Région », adoptée le 22 novembre 2018, la Région ambitionne de faire de l'Île-de-France le premier territoire connecté et leader sur les enjeux de la donnée pour faire celle-ci une ressource partagée et coconstruite.

Enjeux citoyens, le numérique est aussi pour la Région un enjeu socio-économique et le développement des compétences digitales est déjà au cœur de l'employabilité des franciliens, de toutes les origines et de tous les âges. Le Projet peut à ce titre représenter un atout pour la Région.

Dans ce contexte, les parties souhaitent mettre en place le présent accord (ci-après « Accord ») de partenariat aux fins de définir les termes et conditions de leur collaboration.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

L'Accord a pour objectif de décrire les actions que la Région signataire des présentes et ATOS vont mettre en œuvre pour le succès du Projet décrit en préambule.

ARTICLE 2 : ACTIONS DES PARTIES

2-1 Actions d'ATOS :

1. ATOS réalise la conception de l'ingénierie de formation (contenu et outils), avec le support de Systematic
2. ATOS identifie, forme et fournit les formateurs, avec le support de Systematic
3. ATOS assure la sélection des solutions innovantes de déploiement des contenus de formation, et en assure la mise en œuvre
4. ATOS est en charge du déploiement des solutions et des contenus de formation, ainsi que de la mise en œuvre des installations dédiées
5. ATOS dispense les formations aux Apprenants en sa qualité d'organisme de formation
6. ATOS s'appuiera si besoin sur ses structures régionales pour assurer dans les meilleures conditions les formations dans les régions, en complément des éventuelles infrastructures proposées par la Région.

2-2 Actions de la Région :

Elles sont principalement de deux ordres :

- Information des acteurs économiques, des universités et organismes de formation sur son territoire
- Information des offreurs de solutions pédagogiques innovantes

2-2-1. Information des partenaires économiques, des universités et des organismes de formation

La Région fera connaître cette nouvelle offre de formation aux partenaires concernés de son écosystème régional ; aux partenaires Emploi Formation, aux acteurs de l'orientation, universités, ainsi qu'aux entreprises du tissu économique local pour contribuer à l'identification d'éventuels futurs Apprenants ou d'éventuels partenaires du Projet.

Ces partenaires pourront, dans le cadre légal applicable au traitement de données à caractère personnel, faire connaître des Apprenants à ATOS.

2-2-2. Recherche de potentielles solutions de déploiement innovantes

La Région informera des offreurs de solutions innovantes (ci-après « Offreur ») du territoire, afin qu'ils puissent se faire connaître à ATOS. ATOS décidera le cas échéant de l'opportunité de la sélection de la solution de ces Offreurs dans le Projet.

Pour les années suivantes, les Parties détermineront les actions à mettre en place pour permettre le maintien d'une éventuelle veille technologique.

ARTICLE 3 : COMITOLOGIE

3.1- Le Comité de Suivi

Le Comité de Suivi est composé d'un ou plusieurs représentants d'ATOS et de la Région. Il se réunit deux fois par an. Sa mission est de suivre les actions de chaque partie, de prévoir et d'arrêter les éventuelles actions complémentaires de la Région, à venir à court et moyen terme.

Ces réunions feront l'objet de comptes rendus rédigés par ATOS. Ce compte rendu sera transmis à la Région dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la tenue du comité. Les Parties disposent de quinze (15) jours à compter de la réception dudit compte rendu pour présenter leurs observations. En l'absence d'observation présentée par l'une des parties au terme du délai précité, le compte rendu sera considéré comme approuvé.

3.2 Le Comité Interrégional

Le Comité Interrégional est composé d'un ou plusieurs représentants d'ATOS et des régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie. Il se réunit une (1) à deux (2) fois par an en alternance avec les Comités de Suivi.

Sa mission est de partager l'avancement global du Projet au plan national, dans la limite des informations confidentielles d'une des Parties, et de partager les bonnes pratiques mises en place et les retours d'expérience. Les éventuels axes d'orientation à donner au Projet discutés en Comité Interrégional pourront d'un commun accord être mis à l'ordre du jour du Comité Stratégique du Consortium composé d'ATOS et de Systematic.

ARTICLE 4. Publications, propriété industrielle et intellectuelle

4.1 – Publications.

ATOS effectuera à sa convenance toutes communications et publications portant sur les actions mises à sa charge dans le cadre de l'Accord.

ATOS s'engage à citer explicitement le soutien de la Région sur tout support et à l'occasion de toutes communications écrites ou orales concernant une action conjointe ayant reçu l'appui de la Région dans le cadre de l'Accord.

Toute communication de la Région sur les actions conjointes devra faire mention de la participation d'ATOS et sera soumise préalablement à la validation écrite d'ATOS.

Pour les besoins des publications, ATOS accorde à la Région une licence gratuite, non-exclusive, non-transférable aux fins d'utiliser, reproduire et copier les noms commerciaux, les marques et les logos d'ATOS, et le cas échéant de l'Académie du Numérique.

La Région utilisera les noms commerciaux, les marques et/ou les logos d'ATOS et/ou de l'Académie du Numérique conformément à la charte graphique qui lui sera remise. Cette licence est strictement limitée à la promotion et/ou à la communication de la relation entre les parties dans le cadre de l'Accord.

Pour les besoins des publications, la Région accorde à ATOS une licence gratuite, non-exclusive, non-transférable aux fins d'utiliser, reproduire et copier les noms commerciaux, les marques et les logos de la Région.

ATOS utilisera les noms commerciaux, les marques et/ou les logos de la Région conformément à la charte graphique qui lui sera remise. Cette licence est strictement limitée à la promotion et/ou à la communication de la relation entre les parties dans le cadre de l'Accord.

4.2 – Propriété Intellectuelle

Si ATOS, le Consortium, ou la Région venait à mettre à disposition d'une des parties du contenu concerné par des droits de propriété intellectuelle, les parties s'engagent à négocier de bonne foi un contrat de licence préalablement à l'utilisation desdits contenus.

Dans l'hypothèse où un partenaire informé par la Région dans le cadre de l'article 2.2.2, contribue à une œuvre ou une création concernée par des droits de propriété intellectuelle, ATOS négociera de bonne foi avec celui-ci un contrat de licence préalablement à l'utilisation des contenus.

ARTICLE 5 - Confidentialité

Nonobstant les obligations légales qui s'imposent aux collectivités territoriales, les parties s'engagent à garder strictement confidentielles, à l'égard de tous tiers, toutes informations non encore connues publiquement qu'elles auraient acquises par l'autre partie dans le cadre de l'exécution de l'Accord. Cette confidentialité sera maintenue pendant toute la durée de l'Accord, et trois années après son terme.

Toutes dérogations à cette confidentialité devront être faites d'un commun accord.

ARTICLE 6 - Résiliation et litiges

L'Accord pourra être dénoncé à tout moment par l'une des parties avec un préavis de six mois, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception, et mention des motifs de résiliation.

Chaque partie s'engage toutefois à assurer l'exécution, jusqu'au terme fixé, des engagements pris antérieurement à la dénonciation et mis en œuvre dans le cadre des conventions particulières.

En tant que personne morale de droit public, la Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas d'échec, le différend sera soumis à la juridiction compétente.

ARTICLE 7- DUREE DE LA CONVENTION

L'Accord de partenariat prendra effet à compter de sa date de signature par les deux parties et entrera en vigueur pour une durée initiale de trois ans, renouvelable expressément pour des durées complémentaires d'un an. La durée totale ne pourra pas excéder la durée du Projet.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DES PARTIES

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord, la responsabilité de chaque partie à l'égard de l'autre, pour tout dommage direct qui pourrait être causé pendant la durée de l'Accord, sera limitée à la somme de 100 000 euros.

Fait à Saint-Ouen, en deux exemplaires originaux, le XXXXX

Pour la Région

Pour ATOS

La présidente

du conseil régional d'Île-de-France